

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 13 MAI 2019**

Par le Service des communications
et des relations publiques

ACTUALITÉ

Rivière-Rouge

La Fondation de l'hôpital verse 50 000\$ pour la Villa Cartier



Collaboration
RONALD MC GREGOR
rmcgregor@infodunord.ca

La Fondation CHDL-CRNV a profité de son 28^e souper annuel, le 27 avril, pour remettre des sommes considérables aux services de santé de la région. C'est 325 convives qui ont applaudi les gestes de l'équipe de l'organisme sous la présidence de Gilles Joannette.

Pour cette édition, la présidence d'honneur du souper a été confiée au maire de Nominugue, Georges Décarie. «Dans toutes ces années, la Fondation présidée par M. Joannette réalise des tours de force. Dans un milieu de petite taille comme le nôtre, l'équipe de la Fondation réussit à amasser des sommes d'argent très impressionnantes. Bravo!», a-t-il déclaré dans son discours.



L'équipe de la Fondation CHDL-CRNV a remis l'aide financière de 50 000\$ pour les Appartements du Quartier à Justine Lacoste et Lise Bélanger (elles tiennent le chèque). De gauche à droite: Gilbert Paquette, Ghislain Chénier, Réal Croisetière, Martine Landry, Fernand Perrier (vice-président), Gilbert Brassard (secrétaire-trésorier), Johanne Landry, Robert Bergeron, Mark D. Goldman, Gilbert Therrien, Réjean Paradis, Claudine Perrier et Gilles Joannette (président). Photo: Ronald Mc Gregor – L'information du Nord.

Dans la salle se trouvaient plusieurs élus de la Rouge, de même que de Mont-Tremblant et La Conception. Soulignons aussi la présence de Sylvain Pagé, maintenant dans l'équipe de direction du CISSS des Laurentides, ainsi que les députés fédéral et provincial, David Graham et Chantale Jeannotte.

50 000\$ POUR LA VILLA

«C'est une soirée qui ressemble à celle de l'an passé, c'est-à-dire que l'on a récolté environ 39 000\$», annonce M. Joannette. Cette somme s'ajoute évidemment à celle déjà accumulée et qui fait le bonheur des gens à l'hôpital de Rivière-Rouge et des organismes de santé que la Fondation supporte annuellement.

Par ailleurs, 50 000\$ ont été remis aux Appartements du Quartier, l'organisme à but non lucratif qui est derrière la Villa Cartier. Cet argent servira à la construction de l'immeuble situé sur la rue

L'Annonciation Nord et dont les travaux sont en marche depuis quelques semaines. De plus, 6 000\$ ont été versés à l'Association des parents d'enfants handicapés des Hautes-Laurentides (APEHHL) qui a pour mission d'offrir du soutien aux familles au sein desquelles vit un enfant, un adolescent ou un adulte ayant des limitations fonctionnelles liées à une déficience intellectuelle. Cette somme est récurrente pour l'APEHHL.

D'ordinaire, la Fondation remet une aide financière aux Papillons de Nominugue, mais avec les changements à la direction générale, l'aide n'est pas parvenue à temps. Pour M. Joannette, ce n'est que partie remise et dès que la demande est acheminée, «le reste suivra». La Fondation vient en aide à d'autres organismes, mais surtout à l'hôpital. Malheureusement, il est encore trop tôt pour savoir où l'aide de la Fondation ira précisément cette année. ■

À LA UNE

Atteint de sclérose en plaques, il fait une 2^e demande d'aide médicale à mourir Il veut s'éteindre dans la dignité



DANIEL DESLAURIERS
ddeslauriers@infodunord.ca

À 59 ans, Denis Miljour n'a qu'un souhait: qu'on le libère de cette prison dans laquelle il vit depuis trop longtemps.

Originaire de La Macaza, M. Miljour a appris, à l'âge de 26 ans, qu'il souffrait de la sclérose en plaques. Tout a commencé de façon sournoise avec des pertes d'équilibre. « Quand le neurologue m'a dit que je finirais mes jours en chaise roulante, je n'y croyais pas. Pour moi, ce fut comme une brique en plein visage », dit-il. Depuis, son état s'est détérioré au point où il est confiné aujourd'hui, 24 heures par jour, dans sa chaise roulante ou son lit. Il lui est impossible de bouger ses membres même s'il affirme avoir certaines sensations. Son élocution est difficile et se dégrade lentement.

Il peut se servir d'un ordinateur à l'aide d'un dispositif qui est contrôlé par la bouche. La télévision et les quelques petites douceurs que lui apportent les bénévoles sont ses seuls petits plaisirs au quotidien. Depuis plus de 12 ans, il vit au Pavillon Philippe-Lapointe de Sainte-Agathe-des-Monts. Il sort rarement de sa chambre et a

peu de visiteurs même s'il est issu d'une famille de 11 enfants. Sa conjointe l'a abandonné après l'annonce du diagnostic et les membres de sa famille viennent très peu le voir, trop accablés par son état.

La sclérose en plaques est considérée comme une maladie auto-immune qui s'attaque au système nerveux central (cerveau, moelle épinière et nerfs optiques). Elle prend pour cible la myéline, gaine protectrice des fibres nerveuses, provoquant de l'inflammation qui entraîne souvent la détérioration de cette substance.

DÉLIVRANCE

M. Miljour a fait une première demande d'aide à mourir il y a trois ans, demande qui lui a été refusée. « Ils m'ont refusé ce droit parce que je ne souffre pas physiquement. Ma souffrance à moi, c'est dans la tête, c'est celle de savoir que je ne me lèverai jamais de cette chaise », s'indigne cet ex-garagiste.

M. Miljour veut profiter de ce changement de mentalité qui semble s'opérer pour déposer une nouvelle demande.


L'aide médicale à mourir est autorisée selon certains critères très stricts comme celui d'être apte à consentir aux soins, c'est-à-dire être en



Denis Miljour n'a qu'un souhait: mourir dans la dignité. (L'information du Nord - Daniel Deslauriers)

mesure de comprendre la situation et les renseignements transmis par les professionnels de la santé et être capable de prendre des décisions, être en fin de vie, être atteint d'une maladie grave et incurable, avoir une situation médicale qui se caractérise par un déclin avancé et irréversible de ses capacités et éprouver des souffrances physiques ou psychiques constantes, insupportables et qui ne peuvent être apaisées dans des conditions jugées tolérables.

AU CANADA

Selon les données du quatrième rapport intérimaire sur l'aide médicale à mourir, il y a eu au moins 2 614 décès attribuables à l'aide médicale à mourir au Canada entre le 1^{er} janvier et le 31 octobre 2018. Les décès attribuables à l'aide médicale à mourir ont représenté environ 1,12% de tous les décès au Canada pendant cette période, ce qui correspond aux résultats d'autres régimes d'aide médicale à mourir à l'international. 

L'information du Nord Vallée de la Rouge, 15 mai 2019, p. 4

L'information du Nord Sainte-Agathe, 15 mai 2019, p. 4

L'information du Nord Tremblant, 15 mai 2019, p. 4

À LA UNE

Suite à la mort d'une fillette à Granby

Les travailleurs de la DPJ montent au front

MAXIME COURSOL

mcoursol@infodunord.ca

Le décès récent d'une fillette à Granby, des suites de mauvais traitements et alors qu'elle était suivie par la Direction de protection de la jeunesse (DPJ), a relancé le débat sur les ressources nécessaires pour protéger les enfants dans de telles situations au Québec.

C'est dans cette optique que le syndicat représentant les travailleurs de la DPJ, l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS), a rencontré le 8 mai le conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides. L'APTS tenait à rencontrer la direction pour faire état des conditions dans lesquelles évoluent les travailleurs de la DPJ dans la grande région des Laurentides.

« Les intervenants ont de la pression pour faire diminuer les listes d'attente. On leur demande d'aller plus vite et d'en prendre plus. Ça a un impact sur la qualité des services donnés. Moins de temps avec chacun des clients engendre plus de risques d'en échapper », affirme Catherine Bonneville, directrice à l'exécutif de l'APTS des Laurentides et responsable du dossier de la direction jeunesse.

Selon Marie-Eve Meilleur, représentante nationale de l'APTS, cette pression est surtout due au manque de travailleurs. Elle a rappelé qu'en août 2017, 14 postes d'éducateurs ont été coupés dans les Laurentides, alors que la région connaît une hausse importante de sa population, ce qui amène aussi une augmentation des signalements. « On constate un gros roulement de personnel et surtout, un épuisement des intervenants. On leur demande sans arrêt de faire plus avec moins », avance-t-elle.

BONNE ÉCOUTE DU CISSS

Selon Julie Lemieux-Côté de l'équipe des communications et des relations publiques du CISSS des Laurentides, la région « a reçu 10 460 signalements pour l'année 2018-2019, soit 1000 de plus que l'an dernier. Nous sommes donc conscients que le travail exercé au quotidien est délicat et que les cas s'alourdissent. C'est pourquoi le CISSS des Laurentides met en place différents moyens pour pallier aux charges de cas qui sont élevées, tels qu'un processus d'embauche de façon continue de tout type d'emploi, la mise en place de 12 postes en surcroît, avec garantie d'heures, et l'accès au temps supplémentaire volontaire. » À l'heure actuelle, la DPJ compterait 66 postes équivalents à temps complet sur le territoire de Mont-Laurier à Sainte-Thérèse.

LA QUESTION DE L'AUTONOMIE

Pour l'APTS, la centralisation provoquée par la



Les Laurentides font piètre figure sur le plan des délais d'attente avant d'évaluer un signalement. Pour éviter une tragédie comme celle de la mort de la fillette de Granby, les travailleurs de la DPJ demandent plus d'autonomie et surtout, plus de ressources. (Photo L'Information du Nord - Archives)

création des CISSS a porté atteinte aussi à l'autonomie professionnelle des intervenants de la DPJ. Selon Marie-Eve Meilleur, « on ne sait plus à qui se référer, la direction elle-même a tellement de choses à gérer qu'elle ne sait pas ce qui se passe sur le terrain. »

À ses yeux, la solution passe par deux choses: d'abord, réinvestir massivement dans les services sociaux pour remettre plus de travailleurs à la base du système. Ensuite, revoir la Loi de la protection de la jeunesse, car il y aurait trop de règles qui alourdissent le processus. « Pour éviter une tragédie comme celle survenue à Granby, il faut plus de gens sur le terrain et plus d'autonomie. L'un ne peut pas aller sans l'autre », avance-t-elle.

Suite à la rencontre avec le conseil d'administration, Mme Meilleur dit avoir senti la direction sensible à leurs demandes. Une structure favorisant davantage le travail d'équipe devrait notamment être mise en place. ●

Évaluation Éliminer la liste d'attente

Le CISSS a déposé deux demandes d'aide financière au ministère de la Santé et des Services sociaux, l'une en février et l'autre en mai, afin d'éliminer la liste d'attente à l'évaluation d'ici le mois de septembre prochain. Rappelons que selon l'APTS, les Laurentides seraient la troisième région, à la grandeur du Québec, où le délai moyen d'attente serait le plus élevé. Il faudrait en moyenne 28,38 jours pour évaluer un signalement dans les Laurentides, versus 26,2 jours au niveau de la province. Seules l'Estrie et la Mauricie-Centre-du-Québec enregistrent des délais d'attente plus longs.

UNE RETRAITE bien méritée

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 



M. Jean-François Foisy, président-directeur général du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, prendra sa retraite le 28 septembre 2019. Placé à la tête du CISSS des Laurentides depuis sa création en avril 2015, M. Foisy a entrepris une réforme fondamentale des services hospitaliers de la région, avec une ardeur peu commune. Son premier mandat a été d'actualiser le regroupement de 6 hôpitaux, 15 CLSC, 14 CHSLD et

3 centres de réadaptation de la région sous une seule et même administration. Il a notamment contribué à l'avancement des projets suivants : retour à l'équilibre budgétaire pour la première fois depuis plusieurs années; correction des écarts de

financement entre les régions (la région des Laurentides bénéficie désormais d'un ajout budgétaire annuel de 68 millions \$); construction (en cours) d'un nouveau pavillon de soins en santé mentale à Saint-Jérôme; autorisation et mise en œuvre des projets d'agrandissement et de modernisation pour l'Hôpital régional de Saint-Jérôme, l'Hôpital de Saint-Eustache et l'Hôpital de Mont-Laurier; autorisation et mise en œuvre du projet de construction d'un nouveau pavillon de réadaptation pour les jeunes en difficulté à Sainte-Thérèse, pour plus de 100 millions \$; ajout de 400 nouvelles places en CHSLD et de quelque 100 nouvelles places en ressource intermédiaire pour les aînés en perte d'autonomie; rénovation, mise aux normes et revitalisation de plusieurs installations. Aussi, plus de 35 millions \$ ont été

investis au Centre de services de Rivière-Rouge. Le pavillon Jacques-Duquette, à Sainte-Agathe-des-Monts, bâtiment classé comme patrimonial, a également été revitalisé.

« M. Foisy est un leader de grande envergure qui détient une connaissance approfondie du réseau de la santé et des services sociaux et un amoureux de la région des Laurentides, où il réside depuis de nombreuses années. Il a su s'entourer d'une équipe forte et a réalisé des avancées exceptionnelles pour notre région », a commenté M. André Poirier, président du conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, au moment d'annoncer publiquement la décision de M. Foisy.

Actualité

INTERVENANTS EN CENTRES JEUNESSE

« Des gens dévoués qui manquent de ressources »

RÉDACTION – C'est le constat que fait le syndicat l'APTS qui représente les travailleurs et travailleuses auprès des enfants à la direction de la protection de la jeunesse.

Les signalements sont à la hausse mais pas le nombre d'intervenants selon le syndicat.



« Nous sommes profondément affligés par le drame survenu à Granby. Aucun enfant ne devrait souffrir ou, plus déchirant encore, mourir ainsi dans notre société. C'est une histoire à fendre le cœur qui doit absolument nous interpeller collectivement », affirme Marie-Eve Meilleur, représentante nationale de l'APTS pour la région des Laurentides.

« Nos intervenants, comme dans les autres régions, ont à cœur le bien-être des enfants et donnent jour après jour leur meilleur, parfois au détriment de leur propre famille et de leur propre santé, pour remplir leur mission, celle de protéger les enfants.

Quotidiennement, ils font l'impossible pour trouver des solutions et des alternatives, pour soutenir les familles et pour répondre aux demandes sans cesse croissantes malgré le manque criant de ressources. Trop souvent, ces gens se font critiquer, blâmer, injurier, parfois même frapper, mais continuent à s'impliquer avec cœur auprès des enfants et des familles les plus mal en point du Québec. Leur travail n'est pourtant que très peu valorisé et considéré », a souligné Catherine Bonneville, directrice à l'exécutif de l'APTS des Laurentides et responsable du dossier de la direction jeunesse.

UN MANQUE CONSTANT DE RESSOURCES

Depuis de nombreuses années, les syndicats signalent les conditions difficiles dans lesquelles les intervenants de la protection de la jeunesse font leur travail. L'APTS a d'ailleurs dénoncé des coupes de 14 postes d'éducateur en août 2017, puis la surcharge et les dossiers qui s'accumulent en octobre dernier. Dans les Laurentides, le nombre de signalements a augmenté de 9,25 % en 2017-2018.

PAS PLUS D'INTERVENANTS MALGRÉ LA HAUSSE

« Malgré cette hausse, le nombre d'intervenants n'augmente pas de façon proportionnelle. Nous avons plutôt assisté au cours des dernières années à des coupes dans les services. La situation a atteint un seuil critique, et les Laurentides ne font pas exception », s'insurge Mme Meilleur.

« Les intervenants ont de la pression pour faire diminuer les listes d'attente. On leur demande d'aller plus vite et d'en prendre plus. Ça a un impact sur la qualité des services donnés. Moins de temps avec chacun des clients engendre plus de risques d'en échapper », affirme Madame Bonneville.

LA RÉFORME BARRETTE

Les refontes du système de santé sous l'ère libérale ont causé beaucoup de dommages.

Le projet de loi n° 10 de l'ancien ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, qui avait intégré les directions régionales de la protection de la jeunesse au sein des centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS et CIUSSS) en 2015 a eu des impacts majeurs, déplore le syndicat.

Liste d'attente



De plus, avec une moyenne d'attente pour une évaluation de la DPI de **28,38** jours du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, la région des Laurentides arrive au 3^e rang des pires délais au Québec, après l'Estrie et la Mauricie-Centre-du-Québec. Selon le ministère de la Santé et des Services sociaux, le délai moyen d'attente au Québec est de **26,2** jours.

COMITÉ DES USAGERS SAINT-JÉRÔME

Le comité des usagers de Saint-Jérôme invite le public à son assemblée générale qui se tiendra le **3 juin** à 19 h, au Quartier 50+ (425 boul. Jean-Baptiste-Rolland, à Saint-Jérôme). L'assemblée sera suivie de la pièce de théâtre Les hauts et les bas des proches aidants du Réseau Fadoq-Laurentides. Activité gratuite. Pour obtenir des billets ou pour toute information, communiquer avec Jocelyne Dubé au **450 432-2777**, poste 25105.



EN DIRECT!
DANNY BERGER

24 000 \$ POUR LE GRAND MCDON!



Mercredi dernier se tenait le Grand McDon à travers le Québec. Chez nous c'est la Fondation Ordina-Cœur qui a bénéficié des dons lors de cette journée, qui a permis d'amasser 24 000 \$, avec la vente d'articles de la fondation, ainsi que les sous remis par les restaurants McDonald's lors de la vente de Big Macs et autres. Sur la photo, de gauche à droite: Brigitte Beaudry, Christine Durand, v.-p. de la fondation Ordina-Cœur, Valérie Delorme, Joannie Delorme, et Benoit Delorme, remercient les bénévoles de la fondation, les policiers de Saint-Jérôme, Mirabel, Sûreté du Québec, Chantal Fortin, présidente de la Fondation de l'Hôpital régional de St-Jérôme, et ses bénévoles. Tous les bénévoles de la Banque Scotia (Grand-Héron St-Jérôme). Merci spécial à la famille Giguère pour sa générosité et sa grande implication.

B21275_21067_2

COURIR À NOTRE SANTÉ

**DIMANCHE
2 JUIN 2019**

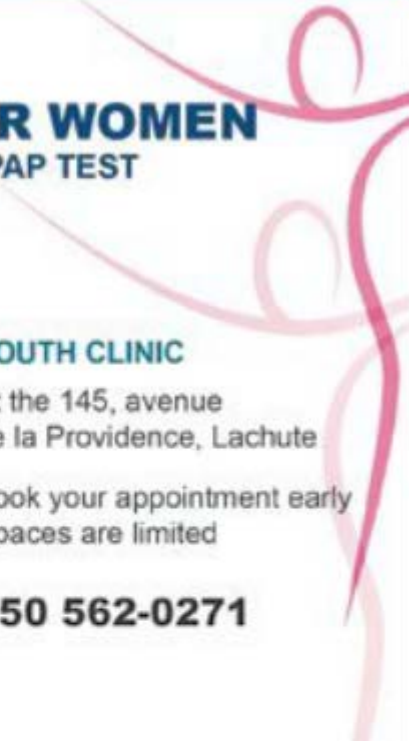
PREMIUM OUTLETS
MONTREAL

MARCHE : **COURSE :**

- 2,5 KM
- 5 KM
- 1 KM
- 5 KM
- 10 KM
- 21,1 KM

Desjardins SYSCOMAX SOLIDAT
Le Club de la course RBC NAV CANADA
Metautek M ikonek
Cascades BANQUE NATIONALE MIRABEL





LE CISS DES LAURENTIDES
complice de votre santé

RENDEZ-VOUS FOR WOMEN
SPECIAL SCREENING CLINIC PAP TEST
WEDNESDAY 15 MAY

WOMEN become informed
MAN inform your mother,
your sister, your spouse....
The Centre intégré de
santé et des services
sociaux des Laurentides
is holding a major
cervical cancer screening
clinic.

YOUTH CLINIC
At the 145, avenue
de la Providence, Lachute
Book your appointment early
Spaces are limited

450 562-0271


Eligibility Criteria

- All women aged 21 years and over
- Not having had a PAP test within
the past 2 years
- Not menstruating on the day of the exam

No breast or gynecological
exams will be done during
this special PAP test clinic

Quebec medical insurance
card mandatory

Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides

Québec 

COMITÉ DES RÉSIDENTS DE DRAPEAU-DESCHAMBAULT

Vous aimeriez faire une différence auprès des gens qui résident au Centre d'hébergement Drapeau-Deschambault? En vous impliquant au sein du comité des résidents, vous participez à la création d'un milieu de vie inspirant et porteur d'espoir pour ces personnes, en plus de vivre une expérience humaine hors pair. Des bénévoles sont toujours recherchés. Pour vous impliquer, contactez le comité des usagers au 450 433-2777, poste 65144.

Le programme Ma place au soleil a lancé une vidéo à partager

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/societe/363294/le-programme-ma-place-au-soleil-a-lance-une-video-a-partager>

Le CISSS des Laurentides améliore les conditions de travail de ses infirmières et inhalothérapeutes à temps partiel

<https://www.lechodelarivenord.ca/actualites/societe/363033/le-ciss-des-laurentides-ameliore-les-conditions-de-travail-de-ses-infirmieres-et-inhalotherapeutes-a-temps-partiel>

▼ CENTRES JEUNESSE

LE SYNDICAT DÉNONCE LE MANQUE DE RESSOURCES DES INTERVENANTS

Christian Asselin
casselin@groupesol.ca

Plusieurs membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique du réseau de la santé et des services sociaux (L'APTS) se sont présentés, le 8 mai, à la réunion du conseil d'administration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides pour faire état des conditions d'exercice de ceux et celles qui travaillent à protéger nos enfants.

«Nos intervenants, comme dans les autres régions, ont à cœur le bien-être des enfants et donnent jour après jour leur meilleur, parfois au détriment de leur propre famille et de leur propre santé. Trop

souvent, ces gens se font critiquer, blâmer, injurier, parfois même frapper, mais continuent à s'impliquer avec cœur auprès des enfants et des familles les plus mal en point du Québec. Leur travail n'est pourtant que très peu valorisé et considéré», de dire Catherine Bonneville, directrice à l'exécutif de l'APTS des Laurentides et responsable du dossier de la direction jeunesse.

Elle a ajouté que les syndicats signalent les conditions difficiles dans lesquelles les intervenant(e)s de la protection de la jeunesse font leur travail, et ce, depuis de nombreuses années. L'APTS a d'ailleurs dénoncé des coupes de 14 postes d'éducateur(ric) en août 2017, puis la surcharge et les dossiers qui s'accumulent en octobre dernier. Dans les Laurentides, le nom-

bre de signalements a augmenté de 9,25 % en 2017-2018.

«Malgré cette hausse, a indiqué Marie-Ève Meilleur, représentante nationale de l'APTS pour la région des Laurentides, le nombre d'intervenant(e)s n'augmente pas de façon proportionnelle. Nous avons plutôt assisté au cours des dernières années à des coupes dans les services. La situation a atteint un seuil critique, et les Laurentides ne font pas exception.»

«Les équipes sont surchargées, à bout de souffle, et ne suffisent plus à la tâche dans plusieurs départements», de rétorquer Benoit Audet, président de l'exécutif de l'APTS des Laurentides, rappelant que, avec une moyenne d'attente pour une évaluation de la DPJ de 28,38 jours du 1er avril 2018 au 31 mars 2019, la région des Laurentides arrive au 3^e rang des pires délais d'attente au Québec, après l'Estrie et la Mauricie-Centre-du-Québec. Selon le ministère de la Santé et des Services sociaux, le délai moyen d'attente au Québec est de 26,2 jours.

ON CONTINUE D'EMBAUCHER

Au CISSS des Laurentides, on affirme qu'en 2017, le nombre de postes équivalent à temps complet à la DPJ a été bonifié à 51 afin de répondre à la hausse des signalements. À ce jour, la DPJ peut compter sur 66 postes équivalents à temps complet et continue de faire des embauches, de façon continue, selon les besoins, comme l'a indiqué Julie Lemieux-Côté,

porte-parole du CISSS.

«La région des Laurentides a reçu 10 460 signalements pour l'année 2018-2019, soit 1 000 de plus que l'an dernier. Nous sommes donc conscients que le travail exercé au quotidien est délicat et que les cas s'alourdissent.»

Mme Lemieux-Côté a ajouté que c'est d'ailleurs pour cette raison que le CISSS des Laurentides a mis en place différents moyens pour pallier les charges de cas qui sont élevées, tels qu'un processus d'embauche de façon continue de tout type d'emploi, la mise en place de 12 postes en surcroît, avec garantie d'heures, et l'accès au temps supplémentaire volontaire.

«Également, de poursuivre la porte-parole du CISSS, une demande d'aide financière a récemment été envoyée au ministère de la Santé et des Services sociaux afin d'éliminer la liste d'attente à l'évaluation d'ici le mois de septembre prochain.»

Au CISSS, on se dit conscient que «les intervenants font face à plusieurs défis auxquels, précise-t-on, on s'attaque de façon continue».

«Les intervenants du CISSS des Laurentides font un travail exigeant, remarquable et essentiel. Chaque jour, nous sommes témoins de leur engagement hors du commun et de leur précieuse contribution qui font la différence dans la vie des jeunes les plus vulnérables de notre région», a conclu Julie Lemieux-Côté.

▼ Deux activités de financement mettant à l'honneur le homard sont à venir au cours des prochaines semaines au profit d'organismes de chez nous; et à inscrire à votre agenda, si ce n'est déjà fait. Tout d'abord, mentionnons la deuxième édition de l'activité Festin Terre et Mer qui se tiendra, le vendredi 24 mai prochain, au bénéfice de la Fondation Hôpital Saint-Eustache et plus particulièrement pour l'achat de moniteurs cardiaques qui seront dédiés à la pouponnière de l'Hôpital de Saint-Eustache. Dans ce cas-ci, l'activité se déroulera au Centre culturel et communautaire Thérèse de Blainville, à Sainte-Thérèse, et les billets sont en vente auprès de la Fondation Hôpital Saint-Eustache que l'on peut joindre au 450 473-6811, poste 42351. Aussi, pour une troisième année, Centraide Laurentides, qui soutient plus de 60 organismes et 60 000 personnes de la région, tiendra son fameux Souper Homard et grillades à volonté, le vendredi 31 mai prochain, à nouveau à la Salle de réception Lalande, à Saint-Eustache. Pour se procurer des billets pour cette autre activité de financement, il suffit cette fois de contacter Centraide Laurentides au 450 436-1584, poste 230.

▼ FONDATION HÔPITAL SAINT-EUSTACHE

BŒUF ET HOMARD AU PROFIT DES NOUVEAU-NÉS



Photo Benoit Bilodeau

En compagnie des deux coprésidents d'honneur, Pierre Charron et Richard Perreault, les membres du comité organisateur de la deuxième édition du Festin Terre et Mer: Caroline Vallerand, Pierre-G. Mayer, Jacques Bourdages, Dominique Poirier, Yves Gravel, Maude Gauthier et Hélène Chrétien. Absent de la photo: Jean-Félix Bouchard.

Benoit Bilodeau
benoit@groupesjcl.ca

Avec l'objectif d'accueillir 300 convives et d'amasser 30 000 \$, la Fondation Hôpital Saint-Eustache tiendra, le vendredi 24 mai prochain, la deuxième édition de son activité Festin Terre et Mer, au cours duquel bœuf et homard seront servis à volonté.

L'évènement, qui avait permis de recueillir un peu plus de 23 000 \$ l'an dernier, sera à nouveau placé sous la coprésidence d'honneur de deux élus de la région desservie par l'Hôpital de Saint-Eustache, à savoir le maire de Saint-Eustache, Pierre Charron, et le maire de Blainville, Richard Perreault, également préfet de la MRC de Thérèse-De Blainville, bien heureux de s'associer à la cause.

DES MONITEURS CARDIAQUES POUR LES NOUVEAU-NÉS

Les fonds amassés lors de cette soirée serviront plus précisément à acheter des moniteurs cardiaques pour les nouveau-nés en marge du projet d'agrandissement de la pouponnière de l'Hôpital de Saint-Eustache. Chaque année, ce sont entre 1 500 et 1 700 bébés qui naissent dans l'établissement hospitalier, ce qui représente environ de 3 % à 4 % de la population naissante au Québec.

Cette nouvelle aide s'ajoutera à celles apportées ces dernières années, à deux autres projets majeurs qui ont permis l'ouverture du Centre externe de dialyse de Saint-Eustache, en janvier 2016, et du Centre de cancérologie Alain Germain, de Saint-Eustache, en mai 2017.

AFFRONTER LA MALADIE AVEC ESPOIR

«Même si le gouvernement du Québec finance l'Hôpital de Saint-Eustache, c'est important de se prendre en main et d'être en mesure d'affronter la maladie avec de

meilleurs espoirs», a mentionné le maire Pierre Charron, lors d'une conférence de presse qui a réuni les principaux partenaires et membres du comité organisateur de cette activité-bénéfice.

«C'est un devoir d'appuyer la Fondation Hôpital Saint-Eustache, car plusieurs citoyens de la MRC de Thérèse-De Blainville bénéficient des services offerts par l'Hôpital de Saint-Eustache. Qui plus est, le travail de la Fondation permet d'améliorer la qualité de vie de bon nombre de personnes qui n'ont plus besoin, par exemple, de se rendre à Montréal pour recevoir leurs traitements de dialyse», de remercier le maire Richard Perreault.

Pour le président du comité organisateur de ce Festin Terre et Mer, Pierre-G. Mayer, associé principal pour la firme Trivium avocats, l'idée d'une telle souper-bénéfice lui est venue il y a deux ans, lui qui souhaitait voir ce type d'activité, fort populaire dans les années 1990, être à nouveau à l'honneur. Le succès obtenu l'an dernier, avec 260 convives présents, lui a donné raison.

POUR SE PROCURER DES BILLETS

C'est donc le vendredi 24 mai prochain, à compter de 18 h, qu'il sera possible de faire honneur à ce buffet bœuf et homard à volonté. Ce repas gastronomique préparé par la Maison François sera servi au Centre culturel et communautaire Thérèse de Blainville, situé au 120, boulevard du Séminaire, à Sainte-Thérèse.

Les billets pour y prendre part sont en vente dès maintenant, au coût de 150 \$, et un reçu d'impôt de 60 \$ pourra être émis si désiré. Pour s'en procurer, ou encore, devenir partenaire de cette activité, il suffit de communiquer avec la Fondation au 450 473-6811, poste 42351, ou [<http://www.fondationhopitalainsaint-eustache.com/2e-edition-du-festin-terre-et-mer>].

CFLO, site Internet

FCHML: la loto-voyages bat son plein

[http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/fchml - fchml - 0.mp3](http://www.cflo.ca/sites/default/files/nouvelles_audio/fchml_-_fchml_-_0.mp3)